

Récit

Face aux sécheresses, le relativisme du RN

Comme d'autres sujets environnementaux, l'enjeu de l'eau reste un impensé lepéniste

Clément Guillou

Limousis, Narbonne (Aude) et Perpignan - envoyé spécial - La voiture de Christophe Barthès enchaîne les virages, descendant des contreforts de la montagne Noire en direction de Carcassonne. Sur les coteaux, on a longtemps fait pousser des oliviers, puis les vignes les ont remplacés. Aujourd'hui, plus rien : de la lande qui sèche au soleil d'avril. La désaffection pour les vins locaux et les difficultés de transmission n'expliquent pas tout. Le député Rassemblement national (RN) de l'Aude s'interroge : « Il faudrait être idiot pour voir qu'il n'y a pas de changement climatique. Mais est-ce l'effet de l'homme ? Peut-être que oui, peut-être que non. »

On sort de la grotte de Limousis, village de sa circonscription, qui englobe Carcassonne et ses environs. Dans ces cavités, on trouve un « lac », au dire de l' élu, un petit bassin en vérité. L'eau, à la sortie de l'hiver, devrait recouvrir la stalactite. Mais elle manque partout sur les terres du parlementaire. Qui le sait mieux que lui ? En 2022, l'exploitation de l'agriculteur Barthès a perdu 30 % de rendement, faute de pouvoir arroser ses grains de blé et les tournesols.

Même régime cet été, il le sait déjà : les nappes phréatiques sont asséchées, les ceps de vigne, assoiffés. Les trop-pleins où se déversait l'eau de ses puits, l'hiver, sont secs depuis trois ans. Christophe Barthès sait tout cela, mais il doute quand même : « *Est-ce que la sécheresse s'installe ou est-ce que ce sont des cycles ? Si vous le dites, vous passez pour un climatosceptique. Il y a longtemps, on a déjà eu de grosses inondations : ça marche par cycles. La chaleur, c'est peut-être pareil. On ne peut pas nier que le changement climatique est là, mais pour combien de temps ? Je ne sais pas. Peut-être que plus tard, pendant dix ans, il pleuvra tous les jours ? Moi, je ne suis pas expert.* »

Ne pas changer les usages

On objecte que lesdits experts sont unanimes sur le caractère irréversible du changement, de la tendance longue, annoncée depuis des décennies, et de la responsabilité humaine. Christophe Barthès répond : « *Il y a quand même des scientifiques qui disent que l'homme n'y est pour rien, mais est-ce qu'on leur laisse la parole ?* » Il convoque la figure du grand-père, qui planta les vignes que lui-même a dû se résoudre à arracher, cet hiver : « *Il disait qu'au temps des rois ils étaient en chemise, même en hiver. Il faisait déjà chaud, pourtant il n'y avait pas d'industrie ou de voitures pour changer le climat.* » Dans le doute, il a tout de même engagé un chargé de mission pour réfléchir à la question. D'autres députés RN, comme Frédéric Boccaletti (Var) ou Jérôme Buisson (Ain), commencent à s'intéresser à la question. Pour être capables, un jour, de développer un discours allant au-delà de la dénonciation de l' « *écologie punitive* ».

Comme M. Barthès, de nombreux représentants du parti de Marine Le Pen sont des élus de territoires concernés au premier chef par la bataille pour l'eau. C'est sur ces villes et départements de l'arc méditerranéen que l'extrême droite nourrit le plus d'espoir d'accéder aux responsabilités locales. Avec quels principes en tête gouverneraient-ils dans le bouleversement climatique qui vient ?

Comme d'autres sujets environnementaux, l'enjeu de l'eau est un impensé lepéniste. Le parti est resté très discret lors de la sécheresse de l'été 2022. Le programme présidentiel de Marine Le Pen incluait toutefois « *un plan de rénovation du réseau de distribution de l'eau [et l'étude de] la construction de centrales de désalinisation dans les zones les plus exposées à la sécheresse* ». En mars, Mme Le Pen a demandé au bureau national du RN de s'emparer de la question, après que les députés du parti avaient constaté l'inquiétude des maires et des agriculteurs à ce sujet. Objectif : « *monter en compétences et être une force de proposition* » sur un thème amené à faire l'actualité de plus en plus fréquemment. Le groupe de travail attend sa première réunion. « *Cet été, on saura quoi dire* », assure la députée de Gironde Edwige Diaz, qui explique avoir « *commencé à[s] y intéresser après les élections municipales de 2020* ».

Retenues collinaires, aides de l'Etat pour traquer les fuites des canalisations, réutilisation des eaux usées : les premières pistes lepénistes ressemblent fort au plan « eau » annoncé le 30 mars par Emmanuel Macron, sans l'appel à la sobriété. Le parti fait bloc avec les chambres d'agriculture et oppose la « *ruralité* » aux « *talibans de la verdure* », comme Marine Le Pen appelait les écologistes durant sa campagne présidentielle.

A l'Assemblée nationale, la députée RN des Pyrénées-Orientales Anaïs Sabatini a réclamé la suppression des subventions à France Nature Environnement, coupable d'avoir obtenu en justice le rétablissement du débit minimum légal dans le fleuve Têt, au détriment de l'irrigation agricole. Pour Edwige Diaz, « *on fait porter toute la responsabilité de la gestion de l'eau aux agriculteurs, qui vont, une fois de plus, être stigmatisés* ». Economiser l'eau sans changer les usages : le discours du RN rejoint celui qui est tenu par la droite, par une large partie de la majorité et par certains élus socialistes de départements ruraux. Le rapport d'inspection interministériel sur la sécheresse de 2022, publié mercredi 12 avril, juge sévèrement le discours ambiant, à l'instar des scientifiques : « *Seules des politiques de transformation(...) permettront d'éviter les ruptures brutales.* »

Optimisme forcené

Le RN tient la science à bonne distance. Il y recourt lorsqu'elle est susceptible d'apporter des solutions miracles, comme pour l'accélération du programme nucléaire malgré les pénuries d'eau, ou l'émergence d'un hypothétique hydrogène vert. Mais le travail des climatologues ou des spécialistes de l'eau est soit ignoré, soit considéré avec méfiance. « *Il faut lire avec attention le rapport du GIEC [le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat] ,mais ce n'est pas notre livre de chevet, dit Edwige Diaz. On ne va pas tomber dans le catastrophisme. Sinon, cela paralyse le pays.* » Par nature décliniste, voilà donc le parti converti, sur ce sujet, à un optimisme forcené.

Certains élus décrivent encore les prévisions du GIEC comme des « *opinions* », à l'image de Jérôme Buisson : « *Je ne les conteste pas, mais j'ai quand même un doute.* » Et de citer un ancien militaire, autoproclamé chercheur indépendant, affirmant que les sécheresses provoquent le dérèglement climatique, et non l'inverse. Sans adhérer à ses thèses, M. Buisson plaide « *le droit à la nuance* ».

Aux yeux du RN, le « bon sens paysan » vaut bien le travail des climatologues. « *Il ne faut pas que l'expertise confisque le pouvoir au peuple, ce qui se passe parfois avec le macronisme*, explique ainsi Frédéric Falcon, élu député de l'Aude dans une circonscription viticole. *Je n'aime pas trop le mot "expert". Je suis davantage pour le bon sens de l'agriculteur, qui peut aussi apporter des solutions.* »

La sécheresse vécue sur leurs territoires fait tout de même réfléchir certains élus lepénistes, après que le parti a longtemps nié l'impact du changement climatique. « *Je ne vais pas vous dire qu'on a été super, il y a eu sans doute du déni* », reconnaît Frédéric Falcon. « *C'est vrai qu'il y a un principe de réalité,renchérit Jérôme Buisson. On a mis du temps, car cela ne servait pas notre projet politique. C'est comme un homme de gauche à qui vous montrez les chiffres de l'immigration : il préférera regarder ailleurs.* »

De son bureau de l'hôtel de ville de Perpignan, Louis Aliot, maire de la plus grande ville RN de France, balaie les procès en aveuglement : « *Si on s'y était mis plus tôt, cela n'aurait rien changé. Ce n'est pas nous, Français, qui allons inverser les tendances lourdes prises par d'autres pays.* » Le vice-président du RN garde quelques réflexes du Front national, et aime à conseiller la lecture de chercheurs américains relativisant l'ampleur du changement climatique, comme Michael Shellenberger ou Steven Koonin.

Le déni, « une stratégie »

Lui aussi fait confiance aux solutions techniques. Celles d'urgence, comme la réutilisation des eaux usées traitées, mais aussi celles de long terme, avec des réserves d'eau et un dessalement de l'eau de mer – un système énergivore, coûteux et potentiellement problématique en raison des rejets de saumure. Insuffisant, juge-t-on à l'université de Perpignan, qui abrite un laboratoire consacré à l'impact du changement climatique sur le pourtour méditerranéen. Ses chercheurs – qui ne sont pas conviés au Festival de l'eau organisé chaque année par la municipalité – prévoient une baisse du débit des rivières environnantes de 30 % à 40 % d'ici à la fin du siècle, dans le scénario médian du GIEC.

« Ce que l'on peut dire localement n'a aucun impact sur les politiques publiques », constate le géochimiste Wolfgang Ludwig. Nous avons présenté nos résultats dans des réunions, invité des gestionnaires territoriaux. Souvent, leur réaction est de dire : "Il doit y avoir une erreur." Comme les solutions faciles existent de moins en moins, le déni devient la seule stratégie de survie politique. S'ils disent la vérité, ils n'ont aucune chance d'être réélus. »

En mars, M. Ludwig a tenu, à Perpignan, une conférence sur le sujet de la pénurie d'eau avec Christophe Cassou, auteur principal du sixième rapport du GIEC. Ils n'ont pas vu passer les élus de la droite et de l'extrême droite locales. Le même jour, des adjoints de Louis Aliot annonçaient la tenue d'une procession religieuse pour réclamer la pluie. Georges Puig, viticulteur, conseiller municipal délégué à la gestion de l'eau, assume : « *On fait des incantations parce qu'il n'y a plus rien d'autre à faire, la sécheresse dure depuis vingt ans et va s'aggraver. Les gens font n'importe quoi avec l'eau, y compris les agriculteurs, qui doivent apprendre à irriguer moins. Nous, les élus, sommes complètement impuissants.* » Pas tant que ça, pondère Louis Aliot : le soir de la procession, il a plu sur Perpignan.